

Master | Contrat d'apprentissage |
RNCP 38166

Master 2 Droit Public - Parcours Droit des Collectivités Territoriales et Politiques Publiques (M2_DCTPP)

PRÉSENTATION

► Présentation de la formation

Le parcours Droit des collectivités territoriales & politiques publiques a pour objectif de former de futurs juristes spécialisés dans l'environnement des collectivités territoriales (commande publique, intercommunalité, contentieux local, fonction publique territoriale...) et répond ainsi à une forte demande de la pratique. L'alternance en seconde année (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) est l'atout majeur de ce diplôme.

► Objectifs de la formation

- Produire et présenter une analyse issue de textes juridiques
- Contrôler une conformité juridique, proposer des ajustements
- Répondre ou concevoir un appel d'offre
- Utiliser ses connaissances pour conseiller et résoudre des situations de litiges
- Rédiger des actes et procédures juridiques
- Réaliser des montages juridiques complexes
- Développer et maintenir des réseaux juridiques et interministériels
- Assurer la gestion administrative d'une structure ou d'un service
- Concevoir et mettre en oeuvre des documents d'aide à la décision pour des opérateurs publics nationaux, européens ou internationaux

► Métiers visés

- Juristes dans les collectivités territoriales et EPCI au sein de services juridiques, de RH, de finances locales ou de services élaborant des politiques publiques (urbanisme, aménagement du territoire, tourisme, culture...)
- Avocats spécialisés travaillant dans les contentieux mais aussi en tant que consultants
- Juristes dans les entreprises et les structures parapubliques notamment juristes spécialisés dans les procédures publiques (commande publique)

► Rythme d'alternance

Hebdomadaires le jeudi et vendredi,
De janvier à mars : cours hebdomadaires le vendredi
De mars à juin : cours hebdomadaires le jeudi et vendredi
De juin à septembre : 1 jour pour la soutenance de mémoire et de rapport d'apprentissage

► Dates de la formation et volume horaire

05/09/2024 > 12/09/2025 (481 heures)
Durée : 1 an

UNIVERSITE/ECOLE

► Adresse administrative Composante

CY - Faculté de droit

33 boulevard du Port

95011 - CERGY PONTOISE



ADMISSION

► Conditions d'admission

Pré-requis :

Une attention particulière est portée à l'adéquation de la formation antérieure avec le contenu du master, l'acquisition d'un niveau de connaissances suffisant en rapport avec l'approfondissement proposé, la qualité de la formation reçue, les résultats obtenus.

Être titulaire d'un Master 1 de droit ou d'un diplôme admis par la Commission d'équivalence de l'Université.

La Validation des Acquis professionnels et Personnels (VAPP) peut être accordée aux personnes ne remplissant pas les conditions précitées, après étude de leur motivation et projet, et sur justification d'au moins 2 à 3 ans d'expérience professionnelle dans le champ étudié.

► Modalités de candidature

Les admissions au Master se font sur dossier et après entretien. La décision d'admission ou de refus sera notifiée au candidat après examen du dossier de candidature et un entretien oral.

CONTACTS

► Vos référents FORMASUP PARIS IDF

Corinne MAIN

contact@formasup-paris.com

Fabienne HETZEL

Pour les publics en situation de handicap : consultez nos pages dédiées Apprenants et Entreprises.



► Vos contacts « École/Université »

Claude audrey

master2ctpp@ml.u-cergy.fr

01 34 25 23 81

PROGRAMME

► Code RNCP 38166

► Direction et équipe pédagogique

Universitaires :

- Maxence Chambon, maître de conférences en droit public
- Stéphane Clot, premier conseiller à la CAA de versailles, maître de conférences associé en droit public à l'université CY Cergy Paris
- Pierre Bourdon, professeur de droit public, Université CY Cergy Paris
- Christophe Doubovetzky, enseignant à l'université de Perpignan
- Yves Broussolle, Enseignant à l'IEP, au CNFPT et à l'université CY Cergy Paris
- Benjamin Defoort, professeur de droit public, Université CY Cergy Paris

Professionnels :

- Bruno Gauthier, Service marchés, Conflans-Sainte-Honorine
- Audrey Hermann, Service urbanisme, Herblay
- Solenne Daucé, Avocate associée, Cabinet Seban
- Francine Albert, Conseillère pour les relations avec le Parlement, Union nationale des fédérations

d'organismes HLM

- Myriam Desmets-Rodrigues, Professeur d'anglais
- Olivier Schmitt, Avocat associé, Cabinet Schmitt Avocats
- Pierre Blazy, DRH Villiers le Bel
- Jean-François Benon, Directeur général du CEEVO
- Gaëlle Bruchet, Service des affaires juridiques et commande publique, Jouy-le-Moutier
- Mathilde Perdriel, Responsable de l'antenne du Val d'Oise CNFPT Grande Couronne
- Julie Vogrin, Conseillère Formation de l'antenne du Val d'Oise CNFPT Grande Couronne
- Mathieu Dubois, Directeur Général des Services, Beynes
- Lansana Touré, Directeur de la vie sociale, Conseil départemental du Val d'Oise

Direction :

- Nelly Ferreira, maître de conférences en droit public université CY Cergy Paris
- Pierre Bourdon, professeur de droit public, université CY Cergy Paris

Volume horaire
session -1
année 1



Programme détaillé de la formation

Politiques Publiques	18h
Acteurs de la décision locale	20h
Contentieux des collectivités territoriales	26h
Grandes questions locales : aspects institutionnels-Grandes questions locales : aspects matériels	34h
Finances publiques locales	24h
Droit de la commande publique	24h
Droit de l'urbanisme et de l'aménagement	20h
Pratique de l'intercommunalité	18h
Politique du logement	10h
Anglais	32h
Gestion du patrimoine des collectivités territoriales	18h
Droit et gestion des ressources humaines des collectivités territoriales	20h

Collectivités territoriales et nouvelles technologies	10h
Interventions économiques des collectivités territoriales	18h
Politique du sport/culturelle	10h
Actions et politiques sociales des collectivités territoriales	16h
Gestion de projet	18h
Note de synthèse	20h
Préparation au concours et mise en situation professionnelle	20h
Conférences d'actualité (sans note)	22h
Mémoire	24h
Méthodologie du mémoire	2h
Rapport de stage ou d'apprentissage	22h
Voyage d'études	35h

► Modalités pédagogiques

- Alternance de cours théoriques et d'exercices pratiques et professionnalisants : gestion de projets, préparation aux concours de la fonction publique territoriale, oral et entretiens, mise en situation professionnelle, entraînement à la note de synthèse, conférences d'actualité

- Tutorat individuel des alternants par un membre de l'équipe pédagogique, encadrement pour la rédaction du mémoire

► Contrôle des connaissances

- Les UE sont évaluées au régime du contrôle terminal, mais certaines matières sont soumises au contrôle continu.
- Soutenance d'un mémoire et d'un rapport d'apprentissage ou de stage de fin d'études

Chaque ensemble d'unités d'enseignements a une valeur définie en crédits européens et représente 30 ECTS, complété par une période en alternance (30 ECTS) pour au total 60 ECTS validant l'obtention du grade de Master.

► Diplôme délivré

Diplôme national de niveau 7 du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

COMPÉTENCES

- Contrôle et évaluation de la mise en oeuvre des politiques publiques
- Organisation et supervision d'un service juridique dans le secteur public ou privé
- Gestion des contentieux et des litiges
- Conseil et information en matière juridique auprès des collectivités publiques,
- Application des règles juridiques du droit public (interne, européen et international)
- Rédaction de notes en français et en anglais (voire en d'autres langues étrangères)

► Développement et intégration de savoirs

- Produire et présenter une analyse issue de textes juridiques.
- Contrôler une conformité juridique, proposer des ajustements.
- Répondre ou concevoir un appel d'offre.

► Appui à la transformation en contexte professionnel

- Assurer la gestion administrative d'une structure ou d'un service.
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en oeuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif.

► Communication spécialisée pour le développement des savoirs

- Utiliser ses connaissances pour conseiller et résoudre des situations de litiges.
- Rédiger des actes et procédures juridiques.
- Réaliser des montages juridiques complexes.